

UNITÉ

Numéro 49
novembre 2012

"Le courage, c'est de ne pas faire écho [...] aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques"

Jean JAURES

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Edito

Unifier toute la gauche contre l'austérité, maintenant !

Ce mois-ci, *Unité* revient sur les manifestations du 14 novembre visant à remettre en cause l'austérité qui frappe les peuples européens et la jeunesse du continent. Bref, tous ceux qui n'ont aucune espèce de responsabilité dans l'explosion de la crise. Ces manifestations ont été très suivies et démontrent que les peuples n'ont pas envie de se laisser faire. A la gauche de prendre ses responsabilités pour les soutenir ! Et le plus tôt sera le mieux ! Les jeunes, premières victimes de la crise, constituent légitimement la priorité du gouvernement. A ce titre, il lui incombe de les écouter. S'il le fait, il comprendra rapidement que ce qu'ils veulent, c'est une allocation-autonomie permettant à chacun de pouvoir étudier dans de bonnes conditions en luttant contre ce fléau qu'est le salariat étudiant, première cause d'échec en licence.

Actualité oblige, une large place est accordée dans la revue au coût du travail, que certains voudraient aujourd'hui ériger en problème majeur de notre pays. *Unité* démonte point par point cet argumentaire maintes fois répété en montrant qu'outre le fait qu'il est démenti par d'élémentaires comparaisons internationales, c'est avant tout le coût du capital qui remet en cause « la compétitivité » des produits français. C'est le profit qui coûte à la société, pas les salaires, et encore moins les cotisations ! Ce sont les dividendes qui sont parasites ! C'est le coût exorbitant et inique du capital qui constitue le seule véritable « charge sociale » ! Ceux qui traquent tous les matins, à la télé, à la radio, les freins à la « compétitivité » française feraient bien de réfléchir aux conséquences réelles de leur propos : car qui veut honnêtement « restaurer la compétitivité » d'un pays arrive à la conclusion qu'il faut dans ce cas en finir avec le capitalisme ! François Hollande ferait bien de méditer cela s'il veut épouser le mouvement de lutte contre l'austérité et non apparaître comme son principal adversaire en compagnie de Merkel. Quant à Obama, sur la réélection duquel nous revenons, lui non plus ne doit pas oublier les électeurs qui ont voté pour lui et se montrer beaucoup plus exigeant face à la finance. Les 8 millions d'électeurs perdus par rapport à 2008 lui en seront reconnaissants...

Le social au cœur », forcément. Tout en découle. Et notamment nos droits. Précisément, un focus sur les 40 ans du procès de Bobigny permet de rappeler que la défense des droits des femmes est évidemment une priorité, et que dans ce domaine rien n'est jamais acquis, comme le montre le triste exemple de Savita Halappanavar, morte parce qu'on a refusé de la faire avorter dans l'Irlande « catholique », alors qu'elle faisait une fausse couche dont on savait qu'elle pouvait être mortelle. Cela montre bien qu'elles sont les dérives d'un système qui prétend pourtant défendre "la vie humaine".

Florian Duron (42)

SOMMAIRE

Edito : Unifier toute la gauche contre l'austérité, maintenant !

Page 2 : Le 14 novembre, retour sur un jour historique.

Page 3 : du 20 au 30 novembre, les étudiants votent !

Page 4-5 : Le travail n'est pas un coût, c'est la seule richesse sociale !

Page 6 : Retour sur le procès de Bobigny, 40 ans après.

Page 7 : Réélection d'Obama : et maintenant ?

Page 8 : Pour en finir avec la guerre sans fin, reconnaissance de la Palestine !

DÉMOCRATIE
SOCIALISME

**Putain
20 ans !**

Démocratie et Socialisme fête son 200ème numéro !

**Samedi 15 décembre 2012
de 14 h à 2 h du matin**

Débats, apéro, spectacle, repas, fête
190 Bvd de Charonne à Paris à «
Confluences » M° Philippe Auguste
Contact :

informations@democratie-socialisme.org

Le 14 novembre, retour sur un jour historique

C'était une première, et quelle première ! Le 14 novembre, des syndicats de toute l'Europe ont appelé les salariés à dire, le même jour et aux quatre coins du continent, non à l'austérité. La Confédération Européenne des Syndicats (CES), qui ne brillait pas par sa combativité contre les politiques antisociales il y a encore peu, a fait un pas en avant décisif, elle qui a proclamé que « l'austérité est une impasse totale qui doit être abandonnée [et que] la protection sociale et les salaires ne peuvent plus être sacrifiés ». Le texte de la CES en appelait même les dirigeants politiques à « changer de cap ». Poussée par la crise généralisée du capitalisme, la CES parle enfin d'une voix forte et claire. On aimerait, évidemment, que la dénonciation de l'austérité soit accompagnée d'une compréhension plus aigüe des mécanismes profonds du capitalisme qui ont poussé le monde au bord de l'abîme, mais ne nous plaignions pas que la mariée soit trop belle. Et prenons cette journée pour ce qu'elle est. Ni pour un aboutissement, ni pour un fait symbolique sans portée réelle, mais bien pour une ébauche imparfaite du mouvement social européen à construire.



La journée de mobilisation a été une grande réussite au Portugal, où la CGTP avait appelé les salariés à une grève générale de 24 heures pour protester contre la politique ultra-rigoriste imposé par Passos Coelho en échange de la fameuse « aide financière » de 78 milliards d'euros accordée par l'UE aux banquiers portugais en mai 2011. Le mot d'ordre de cette journée d'action était simple : « *La Troïka dehors* » voyait-on écrit sur toutes les banderoles syndicales et les affiches réalisées par les milliers de citoyens qui s'étaient joints aux cortèges à Lisbonne et dans tout le Portugal. Mais cette belle journée de lutte n'a pas été une paisible balade. En effet, selon RFI, « à Lisbonne, la police a chargé à deux reprises face aux manifestants. Sur la place faisant face à l'Assemblée, les forces spéciales de la police sont intervenues violemment, provoquant un *sauf-qui-peut général dans les ruelles adjacentes* ». Chassés des abords du parlement, les manifestants se sont regroupés à proximité du Tage et c'est là que s'est produite la seconde charge policière. Malgré ces heurts significatifs qui donnent une idée de la peur en train de saisir ceux d'en haut au Portugal, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues du pays. Selon le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos, qui a déjà annoncé une nouvelle journée de mobilisation pour le 27 novembre, jour de l'adoption définitive du budget par le parlement, « *cette grève est une des plus grandes jamais réalisées au Portugal. C'est la grève*

générale de l'indignation ! Cette première grève ibérique [est] un signal fort de mécontentement et un avertissement aux autorités européennes ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'Espagne toute entière a elle-aussi vécu une journée particulière, ce 14 novembre. Selon *Le Monde*, le pays, « *quatrième économie de la zone euro, étranglé par un chômage qui frappe un quart des actifs, a vécu au ralenti pour cette deuxième grève générale depuis l'arrivée au pouvoir, il y a près d'un an [...] de Mariano Rajoy* ». Comme au Portugal, c'est dans la fonction publique et dans les différents secteurs industriels que les arrêts de travail ont été les plus massifs. Certains commentateurs prétendument avertis ont pu remarquer que la mobilisation semble marquer le pas si on

la compare à la grève générale du 29 mars dernier. Mais ces observateurs qui se réfugient derrière les chiffres ne peuvent et ne veulent pas voir que le refus de l'austérité travaille en profondeur la société espagnole. Le 29 mars a été très puissant, car il était le premier moment depuis la défaite du PSOE où la colère sociale a pu s'exprimer en Espagne, tandis que le 14 novembre

rencontrait deux difficultés pour mobiliser : c'était précisément une journée de solidarité pour le peuple espagnol et elle prenait la suite de nombreuses mobilisations pendant l'été et à la rentrée. Si l'on sait se prémunir de cet effet de trompe-l'œil, on est bien obligé de constater que le mouvement social espagnol ne connaît pas de reflux, et qu'au contraire, le 14 novembre annonce à Rajoy et à ses sbires que l'épreuve de force que vont leur imposer les salariés espagnols dans les prochains mois se fera sur des bases supérieures. D'ailleurs, les heurts violents avec la police, que *Le Monde* a eu l'indécence de qualifier de « *frictions* », prouve que la radicalisation est encore à l'œuvre, d'autant plus qu'elle ne semble pas le fait d'éléments gauchistes confondant révolution et violence, ni de provocateurs patentés. La journée du 14 novembre s'est en effet achevée avec la bagatelle de 142 arrestations...

Ailleurs, en Grèce, en Italie, mais aussi en France, des centaines de milliers de salariés ont manifesté contre la politique de la troïka et de banquiers que la panzer-chancelière d'Europe prône inlassablement. Mais nul doute que des millions d'euro-manifestants ne suffiront pas à les faire fléchir. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un mouvement social puissant, en France ou ailleurs, qui déborde des frontières du pays et initie un soulèvement européen contre l'austérité. Si le 14 novembre a ne serait-ce qu'habitué les esprits à cette éventualité, cette journée de mobilisation a été une réussite indéniable.

Jean-François CLAUDON (75)

Du 20 au 30 novembre, les étudiants votent !

En ce début d'année universitaire, 7 mois après l'élection de François Hollande, plus de 2 millions d'étudiants sont amenés à se rendre aux urnes. Pendant deux semaines, tous les étudiants de France pourront voter pour élire leurs représentants au sein du conseil d'administration de leur CROUS. Au delà du scrutin local, ce vote définira l'organisation étudiante représentative nationalement pour les deux années à venir. C'est ainsi que ce scrutin doit être perçu, malgré la volonté de certaines organisations et notamment la droite universitaire d'en faire une simple élection localo-localiste.

Cette année ce scrutin revêt une importance particulière. En effet, le gouvernement a annoncé l'ouverture de négociations avec les nouveaux représentants étudiants issus des élections en cours. Ainsi, l'organisation étudiante qui sortira majoritaire du scrutin sera la plus légitime pour représenter les aspirations étudiantes auprès du gouvernement et de Geneviève Fioraso.

Pour l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), premier syndicat étudiant et actuelle organisation majoritaire au CNOUS, l'enjeu est bien la refonte en profondeur du système d'aides sociale. Celui-ci n'a pas évolué depuis l'après-guerre. Les étudiants, eux, ont pourtant bien changé : l'université s'est démocratisée, le nombre d'étudiants à côtoyer le banc des amphis est passé de 140 000 à plus de 2 millions. Le système d'aides, lui, n'a pas suivi : 80% des étudiants n'ont accès à aucune aide, l'échelon maximum des bourses est plafonné à 460 euros, enfin celles-ci sont calculées en fonction de la situation de la famille de l'étudiant sans prendre en compte sa situation propre puisqu'il n'existe pas de statut social de l'étudiant. La conséquence de cette situation est l'absence de véritable choix en dehors de la dépendance familiale ou du salariat étudiant qui touche aujourd'hui la moitié de la jeunesse des facultés.

Outre son insuffisance, le système de bourses est également injuste. L'état perd en effet plus d'argent par le biais de la demi-part fiscale qu'il n'en verse en aide directe à travers les bourses.

Seule une aide universelle d'un montant suffisant et calculé en fonction de la situation propre de l'étudiant peut permettre à chaque jeune de suivre les études de son choix dans de bonnes conditions. C'est l'allocation d'autonomie, allocation nécessaire à la création d'un statut social de l'étudiant couvrant la période de



formation jusqu'à l'obtention du premier emploi. Cette aide doit être accompagnée d'un véritable droit au logement, à la santé et à la culture.

La mise en place d'une allocation d'autonomie était une promesse forte de François Hollande durant sa campagne, il devra être à l'écoute du mouvement social sous peine de se couper d'une grande partie de son électorat dans la jeunesse.

Thomas DECLERCQ (34)

Nos propositions :

- mise en place d'une nouvelle branche « jeunesse » de la Sécu chargée de distribuer l'allocation.
- extension de cette branche à tous les jeunes en formation sans exception. N'offrir qu'aux « jeune[s] déscolarisé[s] de 16 à 18 ans une solution de formation, d'apprentissage ou un service civique » (proposition 37 du candidat Hollande) est à notre sens une erreur. L'apprenti et l'étudiant sont deux salariés en formation. Pour les unir, il convient de les rapprocher en leur attribuant un cadre statutaire unifié.
- création de cotisations sociales salariales et patronales spécifiques afin d'assurer un financement direct, modulable et transparent de l'allocation.
- calcul individualisé du montant de l'allocation versée à chaque jeune en fonction de ses ressources propres, c'est-à-dire des revenus de transfert fournis par sa famille et de son projet d'avenir. Tout comme le fils d'ouvriers en difficulté, le « gosse de riche » qui veut gagner son autonomie et qui ne demande rien à sa famille aura le droit à une allocation significative.

Le travail n'est pas un coût, c'est la seule richesse sociale !

La conférence de presse du Président de la République, François Hollande, risque de marquer un tournant politique majeur dans son quinquennat. Ce qui est pour l'instant une inflexion est la conséquence d'un matraquage quasi permanent de la part des libéraux sur la prétendue cherté du coût du travail en France. Initié par Sarkozy et sa TVA sociale, poursuivi par le rapport Gallois, repris presque intégralement par Jean-Marc Ayrault, l'exécutif vient de céder devant le Medef et sa patronne aux sourires narquois. Les mesures préconisées dans ce rapport, et qui seront bientôt mises en œuvre, sont connues de tous. Le cadeau de 20 milliards d'euros via des crédits d'impôt sur les salaires de 1 à 2,5 le SMIC pour les entreprises sans aucune contrepartie, si ce n'est des vœux pieux, est le point central des prochaines diktats patronaux auxquels il convient de s'opposer fermement. Et que dire de l'augmentation des taux de la TVA, alors que dans toute son histoire, la gauche s'est toujours opposée, à juste titre, à cette taxe indirecte qui frappe en premier les salariés du bas de l'échelle...

Il serait facile de dénoncer ces mesures. Nous préférons démontrer que le travail n'est pas un coût mais une richesse, que **les cotisations sociales n'ont pas augmenté depuis 30 ans**, que les exonérations n'ont jamais créé d'emplois et que c'est le temps de travail et le coût du capital qu'il faut réduire. Nous utilisons pour ce faire trois documents difficilement contestables et suffisamment récents pour être pertinents : la lettre de janvier 2012 de la direction générale du Trésor adressée au Ministère de l'économie Baroin, un rapport de l'INSEE à la commission des comptes de la sécurité sociale de juin 2009 et un article de novembre 2012 du *Monde Diplomatique* de Christine Jakse, sociologue et membre du réseau d'éducation populaire « Réseau Salarial ».

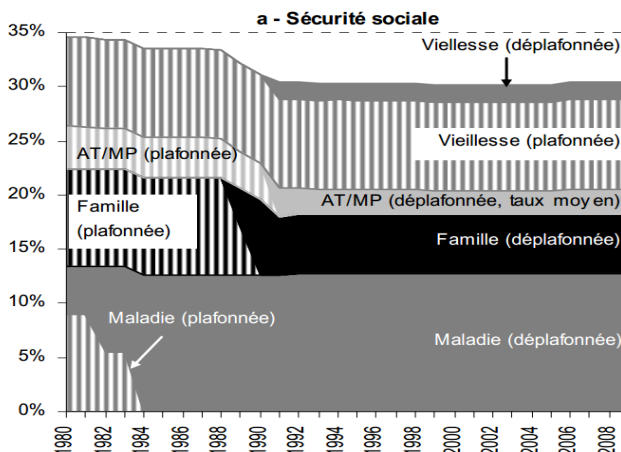
Le niveau des cotisations sociales est l'illustration des rapports de forces sociaux

Baisser les cotisations sociales, c'est baisser les salaires et leur part socialisée, ces bienheureuses cotisations qui viennent abreuver la Sécurité Sociale pour nous couvrir des risques de maladies, d'accidents du travail, nous permettre de couvrir en partie les dépenses pour nos enfants et de payer directement les pensions de nos retraités. Comme le salaire direct qui est fixé par d'intenses négociations entre les salariés et le patronat, la cotisation « relève d'un barème établi par l'Etat négocié entre le patronat, les syndicats et le gouvernement » (C. Jakse).

Le niveau de cotisation augmente lorsque le rapport de forces est en faveur du salariat. Ainsi de 1945 à 1982, il a été en constante augmentation et ses recettes sont venues couvrir des besoins nouveaux et essentiels pour les salariés. Durant cette période, le faible niveau du

chômage ne donnait pas d'arguments au patronat pour exiger du salariat encore plus de sueur et de larmes. Un taux de syndicalisation deux fois plus élevés qu'à nos jours, et 5 fois plus de journées individuelles non travaillées sur des revendications offensives permettaient aux salariés de gagner le bras de fer et de pouvoir bénéficier de nouveaux droits sociaux : « dès la fin des années 60, abaissement de 65 à 60 ans de la retraite à taux plein pour un nombre croissant de citoyens : les déportés ou internés politique de la Résistance en 1968, les invalides ou inaptes au travail en 1971, les anciens combattants et prisonniers de guerre en 1973, les travailleurs manuels occupant un travail pénible en 1975, les mères de familles avec 37,5 annuités et les salariés agricoles en 1977 » (C. Jakse). En 1982, c'est 60 ans sans décote pour tous ! C'est aussi vrai pour le taux de remplacement, c'est-à-dire le rapport entre le dernier salaire et la première pension qui grimpe de 40 à 50% en 1971 (sans la complémentaire). Idem pour les indemnités-chômage pour lesquelles les durées de cotisations exigées diminuent tout autant que la durée de versement n'augmente.

En 1982-1983, c'est le tournant de la rigueur par un pouvoir pourtant entre les mains de la gauche (déjà !). Comme l'illustre le graphique n°1 (INSEE), les cotisations sociales stagnent ou diminuent depuis ce tournant. **On estime à près de 1500 milliards d'euros la somme perdue depuis 1982**, dont 400 milliards d'euros de cotisations patronales qui se sont évaporés dans les profits. Cette manne financière perdue pour la Sécu a été remplacée par des augmentations d'impôts indirects comme la TVA et également par la création de la CSG, mi-impôt mi-cotisation. C'est l'une des premières causes de la perte par le travail de dix points de PIB dans le partage de la valeur ajoutée face au capital. La seconde est constituée des scélérates réformes Balladur-Juppé-Fillon-Woerth-Sarkozy qui ont eu pour conséquence la diminution des pensions, le rallongement de la durée de cotisation, le non-remboursement de centaines de médicaments, les forfaits hospitaliers, la RGPP, la T2A, la réduction dans le temps des indemnités-chômage et son lot de radiations...



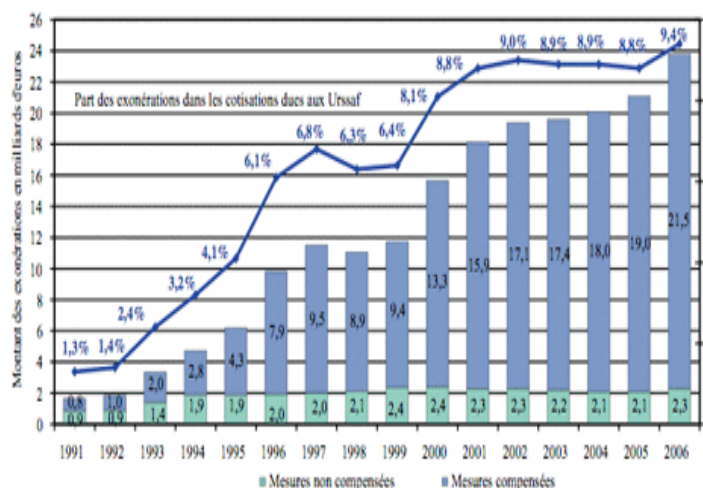
Le travail n'est pas un coût, c'est la seule richesse sociale !

Bref, le rapport de force s'est totalement inversé, mettant à mal de nombreux acquis sociaux pour l'ensemble du salariat. Et pour autant, des nouveaux besoins sont également apparus : allocation-autonomie pour les jeunes, la petite enfance et la dépendance. La diminution des cotisations sociales est venue remplir les poches des patrons et des actionnaires sans que cela ait fait reculer une seule seconde le chômage.

Les exonérations de cotisation n'ont aucun effet sur l'emploi

Pas besoin de longs discours pour illustrer cette réalité. Il suffit de mettre face-à-face le montant des allègements des cotisations sociales et la courbe du chômage. La thèse défendue par les libéraux qu'une baisse des salaires diminuerait dans les mêmes proportions le chômage, avec le coup de pouce de la fameuse main invisible du marché, est un doux rêve de libéral qui est en passe de devenir le pire cauchemar des salariés. Car tant que le capitalisme vivra, c'est la voracité des actionnaires qui prévaudra. Pourquoi embaucher, disent-ils, alors que le chômage contraint le salarié à faire plus d'efforts sans demander la moindre contrepartie ? Profitons de cette aubaine pour s'en mettre plein les poches ! Montant du pactole ? 30 milliards d'euros par an. Soit exactement les économies que cherchent à faire le gouvernement socialiste pour boucler son budget 2013.

Comme si cela ne suffisait pas, depuis le début des années 90, toutes une série d'exonérations de cotisations patronales sur les bas salaires (allègements Balladur, Juppé, Aubry et Fillon), censées relancer l'emploi faiblement qualifié, ont été mis en place. La direction générale du Trésor estime à 500 000 environ le nombre d'emplois sauvegardés de la sorte, soit un coût pour les finances publiques de 20 à 40 000€ par emploi : ça fait cher l'emploi mal rémunéré qui en plus de cela à ramener le niveau général des salaires au niveau du SMIC par le phénomène de « trappe à bas salaires » !



Au-delà de la réalité française, il ne faut pas hésiter à comparer. Le prix horaire du travail (salaire brut) dans l'industrie était en 2010 de 21,71 € pour l'Espagne, de 36,16€ pour la Suède et de 34,15€ pour la France. Et pourtant, le chômage est deux fois plus élevé en Espagne qu'en France et en Suède le taux de chômage est plus bas que chez nous. Il n'y a donc aucune corrélation entre le prix du travail et le taux du chômage. L'admettre, c'est reculer face aux attaques du patronat.

Pas de réduction du chômage sans réduction du temps de travail

Ces vingt dernières années, la seule période où le chômage s'est réduit avec pourtant plus d'offre de travail que de demande, c'est au moment où la gauche mettait en place les 35h hebdomadaires par la loi. Et c'est aussi la dernière fois que les salaires ont augmenté sans que les salariés ne soient contraints à des contreparties significatives. Pour créer de l'emploi, les contrats de génération et les emplois d'avenir ne suffiront pas. Tout au plus, ils limiteront la casse. Il suffit de ramener la durée réelle vers la durée légale du temps de travail sans perte de salaire pour réduire le chômage et renverser le rapport de force à l'avantage du travail. Une forte augmentation des salaires relancerait également la consommation des ménages et réduirait le coût du capital.

Car c'est le capital qui coûte trop cher !

Le 1500 milliards de perdus pour les caisses de la Sécu « ont surtout nourri les dividendes et l'épargne des entreprises qui se sont respectivement accrues de six et neuf points entre 1982 et 2010 ». Le CAC 40 a distribué 40 milliards d'euros de dividendes l'année dernière dont 18 milliards d'euros pour les banques. On le dit peu, mais **depuis 2005, le montant versé aux actionnaires dépasse celui de l'investissement des entreprises**. Ces actions n'ont aucune utilité sociale, elles ne servent à rien ! Ce que les salariés ont perdu, les actionnaires l'ont gagné, point barre ! C'est cet argent-là qu'il faut reprendre !

Sur ces sujets centraux, difficile de ne pas finir sans citer Marx. « Avec quoi le capital paie ces salaires « équitables », se demandait-il vers 1880 ? Naturellement, avec du capital. Mais le capital ne produit aucune valeur (...). Le capital n'est pas autre chose que le fruit du travail accumulé. Il s'ensuit que les salaires des ouvriers sont payés avec du travail ».

Contre la propagande officielle, contre les grands médias, proclamons nettement autour de nous que la seule richesse humaine, c'est le travail ! Que la crise sans fin du capitalisme financier appelle comme réponse sociale supérieure l'abolition du profit, sûrement pas la baisse des salaires !

Johann CESA (42)

Marie-Claire, Michèle, Lucette, Renée et les autres. Retour sur le procès de Bobigny, 40 ans après.

Michèle Chevalier, la mère de Marie-Claire avait donné le choix à sa fille :

« Si tu veux garder l'enfant, nous nous débrouillerons, nous l'éleverons. » Réponse univoque : « Je ne veux pas d'enfant. À aucun prix. » Le rendez-vous chez le gynécologue confirme la grossesse. Il ne s'oppose pas à l'avortement, précisant simplement que l'intervention coûte 4 500 francs. Trois mois de salaire pour Michèle, conductrice de métro.



En octobre 1972, il y a quarante ans, démarrait le procès de Bobigny. Marie-Claire, âgée de 16 ans, ainsi que ses « complices », comparaissent devant le tribunal de Bobigny. Enceinte après avoir été violée, elle se fait aider par sa mère et une « faiseuse d'ange » pour avorter. Elle échappe de peu à la mort, un morceau de fil électrique dénudé resté dans le ventre. Elle est dénoncée à la police. Les faits remontent au début des années 1970, l'interruption de grossesse et alors illégal, **les femmes qui y ont recours sont des criminelles**. Elles risquent trois ans de prison ferme.

Avocate et militante féministe, membre fondatrice de *Choisir, la cause des femmes*, Gisèle Halimi, signataire un an plus tôt du « Manifeste des 343 » dans le *Nouvel Observateur* devient l'avocate de Marie-Claire. Elle opère alors un choix stratégique : **faire du procès de Marie-Claire un procès politique**. Une tribune publique où elle défend la liberté des femmes, le droit à disposer d'elle-même, à disposer de leur corps, le droit à la contraception et à l'avortement. De procès politique, il ne pouvait y en avoir qu'un. Les objectifs fixés par Gisèle Halimi sont clairs. Un procès de principe n'est pas ordinaire, il ne s'agit pas seulement d'obtenir la complaisance d'un quelconque jury. Il faut **s'adresser, par-delà la cour, à l'opinion publique**. Il faut convaincre la France des années 1970 que ce n'est pas Marie-Claire qui est jugée, mais bien la loi qui pénalise le recours à l'avortement.

À la barre, point d'appel à l'indulgence, point de demande de « pardon » par celles qui figuraient sur le banc des accusées : Marie-Claire mais aussi Michèle, sa mère, Renée et Lucette, des collègues et Madame

Bambuk, la « faiseuse d'ange », mais des débats politiques, des expressions philosophiques, des considérations sanitaires. Des personnalités comme Simone de Beauvoir soutiennent Marie-Claire, les autres prévenues, ainsi que Gisèle Halimi. Le procès de Bobigny ouvre une brèche dans le débat public. Chaque femme entend, pour la première fois, que leur corps leur appartient. Et qu'il n'appartient qu'à elle. Que **de cette liberté, celle de disposer de soi, découle toutes les autres libertés**.

Une des accusées, Lucette, frappe fort. Catholique pratiquante, elle avoue qu'elle préférerait « mourir plutôt que d'avorter ». Elle a aidé Marie-Claire à avorter pourtant : « Mon devoir était de l'aider. Au nom de quoi, et au nom de qui, j'imposerai mes convictions aux autres femmes ? Je suis pour que chaque femme choisisse librement. »

Gisèle Halimi se bat, aux côtés des accusées, transformant cette tribune médiatique en **un combat populaire**, faisant le choix d'une **lutte comprise par la majorité des femmes**. Elle s'adresse aux femmes pour qui le recours à l'IVG est le plus dangereux, voire impossible. Elle fait intervenir dans le débat des hommes, des médecins, Jean Rostand, Jacques Monod, qui permettent aux accusées de **se sentir épaulées, entendues, qui déculpabilisent le recours à l'avortement**. Elles ne sont pas des criminelles. **Les femmes ne sont pas des criminelles**.

Le jugement consacrera la fin de la loi de 1920, pénalisant l'avortement. S'en suivirent de grandes et belles manifestations, dans tout le pays. **Trois ans plus tard, l'IVG est autorisé en France**.

Octobre 2012, le vendredi 26, **l'Assemblée nationale vote le remboursement à 100 % des IVG**. Cette prise en charge totale interviendra dès 2013.

Gisèle Halimi continue à lutter, à dénoncer la « liberté précaire » des femmes et a évoqué les menaces qui pèsent sur elles : **difficultés économiques, pénuries de médecins pratiquant les IVG, discours réactionnaires** qui remontent à la surface, **violences** à l'égard de celles et ceux qui se battent pour la cause des femmes. En deux mots, la lutte continue !

À lire : *La cause des femmes*, Gisèle Halimi, 1974.

Retrouvez l'interview donnée par Marie-Claire Chevalier, en 2002, à la revue *Choisir, la cause des femmes*, à l'occasion du trentième anniversaire du procès de Bobigny, à l'adresse suivante :

http://www.choisirlacausedesfemmes.org/uploads/documents/journal92_2.pdf

Marlène COLLINEAU (49)

Réélection d'Obama : et maintenant ?

Malgré un déficit de 8 millions de voix par rapport à 2008, Barack H. Obama a été réélu le 6 novembre dernier, barrant la route au candidat républicain Mitt Romney. Il convient de se satisfaire de ce résultat qui voit la victoire du candidat le moins pire opposé à celui qui avait l'étiquette du parti conservateur, de ses chrétiens fanatiques, de ses faucons et de ses *Tea Parties*, collée dans le dos. C'est la victoire du candidat des minorités soutenu par la principale fédération des syndicats de travailleurs face au candidat de Wall Street et des 1% d'Américains les plus riches.

Bien entendu, Barack Obama n'a pas gagné, ni même conservé la confiance des 99% restants et personne ne s'est, pour l'instant, sérieusement interrogé sur ces 8 millions de voix perdues en route. Or, c'est la première fois depuis 1944 et le dernier mandat de Franklin D. Roosevelt qu'un président réélu fait moins de voix que la fois précédente. Pour les éditorialistes, tous obamaniaques, cette victoire moins franche qu'en 2008 serait la conséquence de la perte d'une prétendue « magie » qui aurait fait son score. Rien à voir bien sûr avec le rejet des années Bush, les prémices de la crise économique, la campagne ridicule du ticket McCain-Palin et les propositions fortes du candidat démocrate notamment en faveur d'une couverture santé. **Derrière ces 8 millions de voix en moins qui se sont réfugiées dans l'abstention, c'est toute une catégorie de la population américaine qui a réagi de façon claire aux attermoissements du premier mandat d'Obama entre 2008 et 2012.**

La victoire finale de Barack Obama n'a tenue qu'à un fil... ou plutôt à quelques États-clefs. Par rapport à 2008, il perd deux États, la Caroline du Nord et l'Indiana, mais il gagne de peu dans la Virginie, la Floride et l'Ohio. Or, c'est notamment dans trois États industriels du Nord-Est du Pays que la puissante Fédération américaine du travail et le Congrès des organisations industrielles (l'AFL-CIO regroupant 11 millions de salariés syndiqués) réclame une part importante de la victoire d'Obama : « *Labor's massive voter turnout effort played a major role in helping President Barack Obama win Ohio, Nevada and Wisconsin, according to exit polls, and its leaders are now looking for a more liberal, pro-union agenda from the White House* ». Ces quelques milliers de voix qui ont fait la différence proviennent de la classe ouvrière qui bien que « parfois en désaccord avec l'administration Obama, a reconnu son investissement pour l'emploi (American Jobs Act proposé en 2011 et refusé en partie par les républicains) et son offensive sur les questions de la protection des droits des travailleurs, du salaire et de la santé » estime, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO. Bref, une sorte de seconde chance sous condition pour Obama.



Barack Obama et Richard Trumka, président de l'AFL-CIO

Au pied de la falaise

Le premier défi que devra relever Obama est celui du « *fiscal cliff* » (falaise fiscale). S'il ne fait rien, des coupes budgétaires à hauteur de 1200 milliards de dollars étalées sur 10 ans dont 500 dès le 1er janvier 2013 (excusez du peu !) seront mises en œuvre et ceci en vertu d'un accord trouvé entre républicains et démocrates pour éviter que l'État américain soit en défaut de paiement. On n'ose imaginer les répercussions d'un système réduisant à la fois des droits d'indemnités des chômeurs de 99 semaines à 26, des remboursements médicaux du programme Medicare, et augmentant à la fois fortement les cotisations sociales et les impôts des salariés les plus pauvres. Les quelques 50 millions d'Américains qui utilisent déjà des bons alimentaires verraient leur rangs se dilater. Les conséquences économiques et sociales seraient catastrophiques pour un pays qui vit sous perfusion de la demande intérieure. Ajouter à cela les prêts étudiants que beaucoup ne pourront pas rembourser et vous ne décrivez plus une superpuissance économique, mais bel et bien un colosse aux pieds d'argiles. Petite lueur d'espoir tout de même, ce *fiscal cliff* prévoit également la suppression des exonérations d'impôts aux 2% des plus riches adoptées sous le mandat de Bush. Barack Obama ne l'avait pas abrogé, mais il vient de déclarer qu'on ne pouvait pas « demander aux étudiants et aux personnes âgées de payer davantage sans que les personnes comme moi, gagnant plus de 250 000 dollars, ne paient un centime de plus ». Rêvons donc d'un Obama, libéré de la pression d'une réélection en 2016, plus en phase avec les aspirations sociales des salariés et avec les 99% des Américains délaissés par les républicains.

Johann CESA (42)

Essayez nous !

Si vous souhaitez recevoir Unité, le journal de l'Offensive Socialiste (MJS) chez vous, **les 3 premiers numéros sont gratuits**. Chaque numéro fait 8 pages.

Renvoyer votre nom, prénom et adresse postale par mail à **offensive.socialiste@gmail.com**

Lisez Unité, le journal de l'Offensive Socialiste

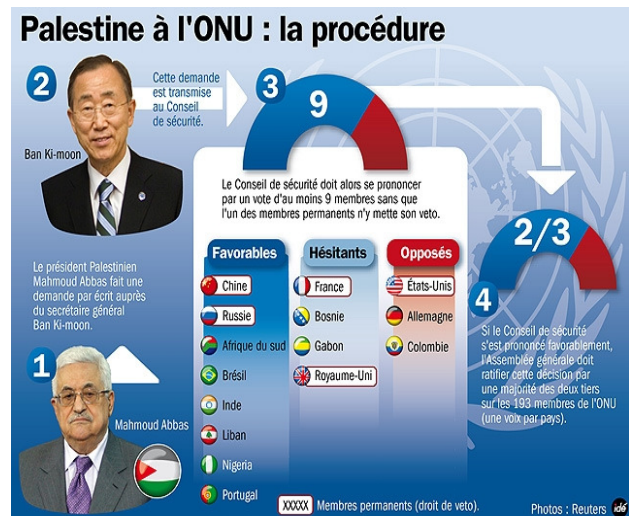
et retrouvez les articles de ce numéro et des précédents sur

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Pour en finir avec la guerre sans fin, reconnaissance de la Palestine !

En Palestine, l'histoire se répète. Avec une main de maître, Tsahal a provoqué le Hamas, en assassinant un de ses chefs, Ahmed Jabari, qui était en train de négocier une trêve. Les 3 morts du lendemain, le jeudi 15 novembre n'ont servi que de prétexte... L'opération « Pilier de défense » n'a donc rien d'une réaction spontanée ou d'une décision prise sous le coup de l'émotion. Il s'agit en réalité d'une opération mûrement réfléchie par l'appareil d'État israélien qui a profité du relâchement de la tutelle US du fait des élections américaines pour mettre la « communauté internationale » devant le fait accompli. Autant dire que Tsahal n'acceptera de reculer que quand les objectifs qu'elle s'est fixée auront été atteints. Faut-il pour autant se lamenter de notre impuissance ? Bien au contraire, la France peut et doit parler d'une voie forte.

Cela commence dans les prochains jours, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, par un vote favorable de notre pays à la demande de reconnaissance de l'État palestinien qui y sera formulée par Mahmoud Abbas. Hier, Laurent Fabius a déclaré lors de sa conférence de presse qu'il fallait « regarder avant qu'est ce qui fait ou non progresser la paix ». Puis d'ajouter que « le vote, au moment où il va intervenir, peut aboutir à des conclusions qui seraient inverses à celles que l'on souhaiteraient ». Beaucoup de circonvolutions pour rien, camarade Laurent ! Trop de tactique quant il s'agit là d'une question de principe. Et même d'une question de respect de la parole donnée. En effet, dans sa 59e proposition, le candidat Hollande proclamait qu'une fois élu, il prendrait « des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine [et qu'il] soutiendrait la reconnaissance internationale de l'État palestinien ». C'est par le biais de la reconnaissance d'un État palestinien, même embryonnaire, que pour-



ra se frayer un chemin une solution proprement politique jusque-là refusée par les deux camps en présence et en priorité par l'occupant israélien. La France honorerait son rôle de puissance éprise de paix si elle votait pour cette reconnaissance et si elle refusait de joindre sa voix aux abstentionnistes qui, les États-Unis en tête, n'ont pas leur pareil pour parler de trêve sans pour autant agir pour la résolution concrète du conflit à court et à moyen terme.

Des pétitions existent pour soutenir la reconnaissance d'un État palestinien et pour faire pression sur les gouvernements en perspective du vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies :

www.avaaz.org/fr/independence_for_palestine_fr

www.petitions24.net/letat_palestinien_cest_maintenant

Jean-François CLAUDON (75)